

COMMENT PRÉPARER LA SYRIE DE DEMAIN?

■ S.É.M. CARD. JEAN-LOUIS TAURAN

Comment préparer la Syrie de demain?

Il y a quelques mois, je lisais dans le courrier d'un lecteur du *Financial Time* anglais qui tentait d'expliquer avec une pointe d'humour la complexité de la relation entre les pays arabes: «L'Iran soutient Assad. Les pays du Golfe sont contre Assad. Assad est contre les Frères musulmans. Les frères musulmans et Obama sont contre le général Sissi. Mais les pays du Golfe sont pro-Sissi. Ce qui signifie qu'ils sont contre les frères musulmans. L'Iran est pro-Hamas mais Hamas soutient les frères musulmans et Obama apporte son soutien aux frères musulmans mais le Hamas s'oppose aux États-Unis. Mais la Turquie avec les pays du Golfe sont contre Assad. Cependant la Turquie est pro-frères musulmans contre le général Sissi et le général Sissi bénéficie du soutien des pays du Golfe. Bienvenue au Moyen Orient et bonne journée!».

Si j'ai voulu commencer par ce trait d'humour, c'est tout simplement pour souligner la complexité des questions qui vont nous occuper aujourd'hui:

- Peut-on encore aider la Syrie?
- Doit-on encore penser à une implication de la communauté internationale?
- Quel rôle pour les communautés de croyants?

Autant de questions qui avec bien d'autres seront soulevées au cours de cette journée.

Sous nos yeux, depuis mars 2011, nous avons vu en Syrie une révolte populaire se transformer en guerre civile, avec tout ce que cela comporte:

- les voisins d'hier sont devenus les ennemis d'aujourd'hui.
- L'économie et l'administration sont paralysées.
- Les clivages confessionnels sont utilisés pour exacerber la violence. Pour beaucoup l'aventure et l'épreuve de l'exil a commencé: nous connaissons tous le drame humanitaire que vivent des milliers de réfugiés.

La complexité de la donne politique, le danger de voir s'embraser toute la région appellent à réfléchir, à se concerter, à ne pas poser des gestes aux conséquences imprévisibles, Mais se pose la question: pouvons-nous rester passifs face à un tel chaos?

Il n'est pas inutile de se souvenir des chapitres 6 et 7 de la *Charte des Nations Unies*, respectivement relatifs au règlement pacifique des différends et à l'action à entreprendre en cas de menace contre la paix. Cette Charte, rappelons-nous, qui a pour but de «préserver les générations futures du fléau de la guerre» qui invite à pratiquer «la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité et à ne faire usage de la force des armes sauf dans l'intérêt commun».

Il est sans doute bien triste de constater qu'après plus de 70 ans, les armes continuent de précéder la concertation.

En nous invitant à réfléchir sur le drame que vit le peuple syrien, le pape François entend recueillir nos évaluations, nos analyses, peut-être quelques propositions. Il est convaincu que le choix des armes, le recours à la force, le terrorisme ne mènent nulle part. Seul le respect des légitimes aspirations des uns et des autres, la table des négociations et l'engagement concret de la communauté internationale peuvent conduire au moins à un début de solution. «Nous ne pourrions jamais nous résigner passivement à ce que la violence tienne en otage la paix» (Jean-Paul II, 2004).

Nous sommes donc invités aujourd'hui à chercher comment tracer un chemin de paix en Syrie. Ce chemin commence par la fraternité dont le pape François a si bien parlé dans son message de la journée mondiale de la paix, le 1^{er} janvier dernier. Pratiquement, presque toutes les religions prêchent la fraternité; le christianisme, ne l'oublions pas, engage à aimer son prochain comme soi-même. Quoiqu'en disent certains, le christianisme et l'islam ne sont pas à l'origine des crises du Moyen-Orient. Au contraire, leurs enseignements et l'attitude de leurs adeptes constituent un facteur incontournable pour la solution des crises. Quand on croit que toute personne humaine a reçu du Créateur une dignité unique, que chacun de nous est sujet de droits et de libertés inaliénables, on comprend quel capital représentent les communautés de croyants.

En Syrie, les chefs religieux ont la lourde tâche de guider leurs fidèles dans un contexte où la violence aveugle sème la haine, la destruction, la mort: il s'agit de vivre la fraternité malgré les conflits. Aujourd'hui, les chrétiens en particulier, mais aussi les adeptes d'autres religions réclament un engagement toujours plus généreux et concret pour venir en aide aux réfugiés. Nous connaissons toutes les difficultés que rencontrent les institutions caritatives pour rejoindre les populations martyrisées. Mais, si nous pensons à demain, ce pays aura besoin de cadres pour reconstruire l'administration, le tissu social, l'enseignement etc. Je crois que les chrétiens auront à jouer un rôle tout particulier. Déjà dans le passé, ils ont contribué de manière remarquable à la renaissance arabe, non seulement dans le domaine

des arts et de la littérature, mais aussi politique (le fondateur du parti Baas, Michel Aflaq, était chrétien).

Aujourd'hui encore se trouve en Syrie un bon nombre de personnes qualifiées: professeurs, médecins, avocats, informaticiens etc. Mais ils ont besoin d'être formés. Les évêques du Moyen-Orient participant à Rome au Synode d'octobre 2010, remarquaient dans la proposition n. 38: «Les pères synodaux recommandent la diffusion de la doctrine sociale de l'Église en général peu présente».

Il faudra sans doute organiser des rencontres de formation en Syrie ou, en cas d'impossibilité, au Liban, en commençant à faire réfléchir les personnes disposées à servir leurs compatriotes, sur des thèmes de la doctrine sociale de l'Église tels que la dignité de la personne humaine, les droits humains et les libertés fondamentales (y compris la liberté de culte et de religion), la distinction entre religions et États, l'état de droit, la citoyenneté, etc.).

Mais revenons à aujourd'hui ! Il s'agit de mettre un terme aux combats, à la violence de toute sorte et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire de première nécessité. La guerre ne mène nulle part. Il y aura ni vainqueur ni vaincu: seulement un peuple martyrisé.

En regardant l'avenir, en pensant aux problèmes régionaux, à la non-résolution du conflit Israélo-palestinien, aux deux visions de l'islam qui s'affrontent (chiite et sunnite), il y a un risque de dérapage en un conflit régional. Je m'arrêterai là pour vous donner la parole.

Les perspectives d'avenir paraissent sombres. Comme toujours, le Moyen-Orient reste une région où il est impossible de prévoir ce que le lendemain réserve. Ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui, en Syrie, sont représentés directement ou indirectement tous les principaux acteurs régionaux qui décideront de l'issue de la guerre civile de l'équilibre de la région. Alors, comment ne pas faire résonner une fois encore cette pensée de Pascal qui m'est si chère: «Le propre de la puissance est de protéger».